

JEUDI DU DEVELOPPEMENT LOCAL
27 JANVIER 2022

Migrations et territoires : quelles opportunités pour le développement local ?



Entre bienveillance et crispation, l'accueil et l'intégration des migrant.e.s dans nos territoires posent des questions complexes nécessitant des coopérations spécifiques entre acteurs.

Comment favoriser un accueil dans la dignité et faciliter l'intégration sociale, familiale et professionnelle ?

Comment passer de la question de l'accueil à un projet de développement territorial bénéfique à tous ?

Comment prendre pleinement la mesure de l'intégration des migrants dans les stratégies de développement territorial ?

Ce sont toutes ces questions qui occuperont nos échanges du 27 janvier et que nous aborderons avec les témoignages de

Céline Barré ([Anvita](#) : Association Nationale des Villes et Territoires d'Accueil)

Philippe Wyon ([Refuges solidaires](#))

Animation :

Johan Chanal – Citoyens et territoires Grand Est

Rémi de Montaigne – Union nationale des acteurs du développement local (Unadel)

Sylvain Pambour – Territoires et citoyens Occitanie (TCO)

Vidéo :

https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/video/2022/01/16/presidentielle-2022-y-a-t-il-de-plus-en-plus-d-immigres-en-france_6109705_6059010.html

Les fruits du travail en petits groupes : ressentis/émotions/interrogations – axes que vous aimeriez aborder :

<https://fr.padlet.com/jchanal/e8y4a2ou5jci103s>

Témoignage de Philippe Wyon, cofondateur de Refuges solidaires Briançonnais

Après quelques mots en hommage à Pierre Nardin (ancien membre actif de l'Unadel) ,

Philippe présente quelques caractéristiques de son territoire qui montrent que la question de l'accueil des migrants n'est pas le fruit d'un projet pré-conçu, pesé, mesuré à l'avance, mais qu'elle s'est imposée aux acteurs locaux à partir de 2015/2016. La ville de Briançon, dans les Hautes-Alpes, est située à 1 300

mètres d'altitude. Le Briançonnais partage 15 kms de frontières montagnardes avec de nombreux cols, par lesquels cheminent des milliers de migrants qui arrivent donc à Briançon à pied. Depuis 2017, 18 000 personnes, ont été recueillies au refuge, qui arrivent donc à pied.

Philippe précise qu'au fil des années, les origines des migrants ont évoluées : c'étaient essentiellement des hommes et des mineurs ou jeunes majeurs isolés en provenance d'Afrique de l'ouest les premières années. Ce sont aujourd'hui très majoritairement des personnes issus d'Afghanistan ou d'Irak, et nombreux à venir en famille, avec des enfants en bas âge.

Dans un premier temps, une partie de la population s'est mise à accueillir et mettre à l'abri, nourrir et héberger les nouveaux arrivants considérant qu'il n'était pas possible de laisser ces personnes dehors. Des citoyens se sont donc mobilisés pour accueillir et mettre à l'abri.

80 % de l'économie locale est liée au tourisme. Des guides, des accompagnateurs se sont mobilisés et ont porté secours en montagne : c'est comme cela que sont nées les maraudes.

À partir de 2017, cet accueil n'a plus suffi. C'était une période très difficile : l'accueil se faisait dans la rue, devant la MJC - Centre social (qui avait lui même déjà démarré une démarche d'accueil). Une grande tente était placée devant la MJC - Centre social. Cela a ému la Communauté de Communes du Briançonnais qui avait un local et a proposé de le prêter. Aucune association n'avait cette vocation de mettre en place un accueil d'urgence. Le collectif « Tous migrants » était sur de l'observation à la frontière et du plaidoyer.

C'est pourquoi, l'association Refuges solidaires a été créée en juillet 2017. Cela n'était pas du goût du préfet, pour qui cela était un appel d'air intolérable. Mais cela a été surtout un appel à des dons en nature, à la venue de bénévoles de toute la France puis à la venue d'ONG (secours populaire, médecins du monde).

Le besoin de se structurer est vite apparu. Une plateforme est née : sur notre territoire, il faut renforcer une culture de solidarité, un accueil inconditionnel. Il s'agit aussi d'avoir une réflexion plus vaste sur ces questions : LE BEAU PROJET, un projet d'hospitalité plus large.

La finalité est de faire que les personnes puissent : se nourrir, se laver, accéder à des soins, permettre un accueil d'urgence de quelques jours dans des conditions que l'on voulait décentes.

Philippe précise qu'au sein de leur collectif, la gouvernance se veut horizontale, sans fonctions pré-définies (pas de Président...), si ce n'est au regard des tâches à réaliser, et des souhaits et compétences de chacun.

Au fil du temps, les bénévoles se sont épuisés, rendant le fonctionnement trop difficile pour continuer ainsi. Le changement de majorité municipale en 2020 a compliqué la poursuite de cette aventure : "*Vous êtes désormais occupants sans droit, ni titre*".

Une pétition nationale a été lancée et largement signée. De nombreux réseaux nationaux se sont mobilisés. Il a été décidé de se mobiliser fortement, en réaction : il faut sécuriser les personnes hébergées. Il a été décidé de procéder à une acquisition foncière, mais aussi d'ouvrir l'utilisation de ce lieu à d'autres fins complémentaires. 350 000 euros ont été rassemblés.

Le projet consistait à créer un lieu plus ouvert et pas simplement dédié à l'accueil de migrants pour développer des dynamiques dans un lieu partagé et accueillir.

La responsabilité incombait l'association de remettre le lieu en état. Les travaux de mise en conformité ont été réalisés en 3 mois avec la mobilisation de bénévoles et d'entreprises locales qui ont joué le jeu. Le lieu se nomme Les terrasses solidaires, il peut donc accueillir dans le respect des règles de sécurité.

Il a été ouvert en août 2021, mais très vite il est apparu que les besoins d'accueil étaient supérieurs aux capacités et aux normes (100 personnes dans un lieu pouvant en accueillir 80). Cela était très problématique et des bus ont été affrétés vers Paris. Cela a été suivi de poursuites par le procureur.

L'inauguration avec les partenaires nationaux s'est tenue le 23 octobre. Le 24 octobre, la décision de fermer a été prise car c'était impossible de gérer. Les personnes se sont retrouvées à la gare et plus de 100 personnes ont été hébergées dans l'église. Cela a créé un électrochoc pour l'État. La réouverture est intervenue avec la mise en place d'un terrain supplémentaire de la paroisse.

Il a fallu ajouter une grande tente en raison du dépassement des capacités d'accueil. Si on accueille, cela se passe bien. On imagine mal ce que l'on pourra faire. On a du mal à se projeter du fait qu'on est toujours dans l'urgence ! Il est impossible d'anticiper.

Questions :

- La situation locale a-t-elle influé sur le résultat des élections ?

Pendant la campagne 2020 : il y a eu beaucoup de discrétion sur ce sujet.

Mais on ne sent pas de résistance anti-migrants de la part des habitants : ce sont soit des militants « pro », soit de l'indifférence. On assure la paix sociale et c'est très bien.

- Où en est-on du développement du projet de Tiers-Lieu ?

Nous sommes un peu coincés aujourd'hui par la place mais le projet est toujours d'actualité.

- Qu'en est-il de la mise en réseau ?

La mise en réseau de notre collectif se fait avec des relais nationaux (EMMAUS, ANVITA...)

Après l'accueil d'urgence, la question de l'intégration ne se pose pas pour la plupart, qui aspire à se rendre ailleurs.

- Existe-t-il des espaces de travail communs/partagés ? Avec autres associations, avec la préfecture ?

Il y a eu davantage de tension après le changement de municipalité (les ponts ne sont pas rompus mais il n'y a pas de facilitation). C'est différent sur le pays briançonnais - contrairement à la ville centre, Briançon - une dizaine de communes sont mobilisées et nous soutiennent, rencontrent les services de l'Etat, se sont emparés du sujet, ont pris des délibérations.

L'État est sourd à nos demandes. C'est un peu différent quand Emmaüs National arrive par contre...

Pour aller plus loin :

<https://www.lesterrassolidaires.org>

<https://refugessolidaires.wordpress.com>

<https://www.infomigrants.net/fr/post/34737/briancon--le-nouveau-refuge-solidaire-a-ouvert-ses-portes>

<https://emmaus-france.org/le-refuge-solidaire/>

Témoignage 2 : Céline Barré, Directrice de l'Association Nationale des Villes et territoires Accueillants (ANVITA)

L'association a été créée à l'initiative de l'ancien Maire de Grande Synthe (Damien Carême, aujourd'hui député européen). Il avait mis en place un camp de réfugiés avec Médecins du monde sur sa commune, L'ANVITA porte l'idée de l'accueil inconditionnel, quelque soit le statut de la personne, et au delà de l'accueil, les questions de l'accès au droit, de la citoyenneté... Elle se compose de collectivités de tous bords politiques (sauf de l'extrême-droite). On repère quelques élus du centre et de droite parmi la majorité d'élus écologistes et de gauche parmi les territoires adhérents. Il y a aussi des élus qui adhèrent à titre individuel. Certains ont mis en place des centres d'accueils au nom de la cohésion territoriale et de la sécurité.

Les relations sont très complexes avec les Préfectures.

La charte de l'ANVITA (à valider en conseil municipal ou communautaire) n'est pas contraignante. Il y a cependant une certaine vigilance quant au non-respect des principes de l'ANVITA. Des sorties ont lieu au fil des changements politiques.

Dans une logique de plaidoyer, il convient de s'entourer d'autres acteurs, tels qu'associations ; des contacts sont pris avec la CIMADE par exemple.

La charte traite de la question des personnes en fragilité (au-delà des migrants).

Elle cherche à mieux appréhender les réalités internationales, la gestion des frontières... pour mesurer au mieux ce que ces élus peuvent initier.

Ce réseau met en place des pratiques ; crée des échanges de pratiques et de ressources ; et s'entoure d'acteurs nationaux. Un gros travail est fait sur les compétences des mairies, leurs marges de manœuvre.

L'ANVITA accompagne des réflexions locales, aux échelons communal, intercommunal, départemental. Elle répertorie actuellement toutes les initiatives.

Il faut de la volonté, la formation des personnels, des lien avec les différents échelons.

La Métropole de Rouen a été assignée en justice après son adhésion à l'ANVITA. Le motif est qu'elle outrepassa son devoir de neutralité (et adhésion EPCI pas possible à l'époque, mais le problème a été réglé de ce point de vue).

Pour ce qui est de la neutralité : nous sommes engagés, mais ouverts à tous, trans-partisan, même s'il y a une majorité d'élus et collectivités de gauche ou écolos.

Le 20 janvier, une tribune sur "le logement d'abord" a été publiée <https://www.anvita.fr/fr/nos-actualites/view/tribune-anvita-en-2022-la-solidarite-et-le-logement-dabord>

Pour aller plus loin :

www.anvita.fr

<https://www.anvita.fr/nos-actualites/view/journee-internationale-des-migrant-es-un-autre-discours-existe>

La présentation complète : <https://acloud.zaclys.com/index.php/s/pwmls5C5kH9BZt>

Autres ressources



- www.madera-asso.org
- Tiers Lieux Nourriciers : <https://supagro-fr.zoom.us/j/92536010096?pwd=TDkzSINTY2o1KzhFbUk2N3E2StHOQT09>
- Portail web des Alternatives et des initiatives de la Transition. TRANSISCOPE.ORG
- bande annonce du film "libre" <https://www.youtube.com/watch?v=fKhYUbd2vog>
- sur la question de l'intégration durable + lien migrations et les territoires ruraux : <https://www.france-terre-asile.org/notre-expertise/integration/details/6/239>
- <https://www.france-terre-asile.org/component/search/?searchword=rural&searchphrase=all&itemid=164>
- <https://camigri.hypotheses.org/>
- <https://discontinuu.hypotheses.org/laccueil-des-migrants-en-milieu-rural-une-orientation-directive-pour-combler-les-discontinuites-territoriales>
- https://www.liberation.fr/debats/2019/10/02/ruraux-recherchent-nouvelles-tetes_1755021/
- <https://www.civam.org/accueil-echanges/migrations-et-milieu-rural/>

Ce que vous reprenez d'utile pour agir :

<https://answer.garden.ch/2315613>

Un grand merci à tous pour votre participation !